

La Bataille d'Alep 2012-2016 (1ère partie)

✘ Alors que le régime proclame sa victoire et que les rebelles s'accrochent à leurs derniers quartiers dans le sud-est de la ville, il est apparu utile de revenir sur l'histoire de la bataille d'Alep, analysée sur le temps long.

L'ampleur de la tâche nécessite un billet en deux parties, illustré par différentes cartes glanées sur le net.

La bataille d'Alep est symptomatique des impasses dans lesquelles les deux camps qui s'y opposent sont enfermés, qu'il s'agisse du régime de Bashar el-Assad, ses alliés comme de la rébellion et ses soutiens. Mais c'est aussi un affrontement qui voit l'irruption régulière d'acteurs extérieurs, qui poursuivent chacun leur propre agenda et viennent parasiter l'affrontement entre un système dictatorial clientélisme et une opposition divisée et trop dépendante des extrémistes.

Introduction :

Alep est en 2011 la ville la plus importante de la Syrie (2,5 millions d'habitants environ), avec une répartition entre une majorité de 80 % de sunnites, et une multitude d'autres communautés : Kurdes, Chrétiennes, mais aussi chiites[i].

Poumon économique du pays, et rivale malheureuse de Damas, la ville d'Alep représente un pôle humain et symbolique important dans la Syrie du régime d'Assad.

✘

En effet, c'est à Alep qu'un des premiers actes de contestation contre la dictature alaouite a été commis,

lorsqu'en juin 1979, un officier sunnite de l'armée a séparé les cadets de l'académie d'artillerie d'origine alaouite et les a exécuté, tuant ainsi plus de 83 élèves-officiers.

Cet attentat, marquant le début d'une répression contre les frères musulmans syriens, a été préparé grâce au soutien du mouvement islamiste de l'avant-garde combattante (Al-Talia al-Muqatila) d'Anan Uqlah, qui tentera un soulèvement populaire en mars 1980 dans la ville, vite réprimé.

Jusqu'en 2010, Alep est l'objet de 3 pressions concentriques et contradictoires :

- d'abord, c'est l'un des lieux de l'activisme kurde en Syrie, communauté majoritaire dans des régions plus au nord (Afrin), comme en témoigne les manifestations de mars 2004 en réaction au massacres ayant suivi l'incident de Qamishli[ii], et la répression régulière des manifestations kurdes, y compris la fête de Newroz[iii].
- Ensuite, Alep est aussi une zone où les frères musulmans et les mouvements islamistes sont fortement implantés, autour de certaines mosquées sunnites comme al-Sahour (il y a eu à Alep des célébrations après les attaques du 11 septembre 2001)
- Enfin, Alep est une zone privilégiée d'action culturelle, sociale et économique de l'Iran.

Il convient de développer ce point puisque lors des accords de partenariat culturel signés le 8 novembre 1975 entre la Syrie et l'Iran, il a été prévu l'ouverture de 2 départements universitaires d'histoire et de littérature arabo-persanes : un à Damas et un à Alep[iv].

Alep est également le lieu où se trouvent la moitié des Iraniens résidant en Syrie, et l'objet d'investissements culturels, économiques et militaires permanents. C'est notamment au sud d'Alep, à As-Safira que se trouve l'une des

usines de missiles iraniens à destination du Hezbollah, et plusieurs camps d'entraînement financés par l'Iran (camps grandement développés depuis 2012, notamment dans le sud d'Alep, entre le mont Azzan et Safira)

Nous reviendrons sur l'importance spécifique d'Alep et de sa région pour la stratégie de l'Iran dans le Moyen-Orient.

Enfin, Alep est aussi tournée depuis la signature du traité de libre-échange turco-syrien en 2007, vers la Turquie, ce qui a permis un développement économique tourné vers le nord et l'est[v].

Alep en 2011 : à l'écart des grandes contestations :

Ville universitaire et très peuplée, mais aussi touchée par la récession et l'échec de la libéralisation économique tentée par Bachar el-Assad au début des années 2000, Alep a évidemment été le lieu de manifestations de contestations du régime dès le printemps 2011.

Dès le 15 mars 2011, une première manifestation importante a eu lieu à Alep, en même temps que dans d'autres villes du pays. D'autres manifestations suivent à Alep comme dans tous le pays, y compris des villes dites alaouites comme Tartous et Lattaquié (par exemple les manifestations générales du 25 mars). Ces manifestations sont toutefois moins importantes à Alep qu'ailleurs, surtout au regard de la taille de la métropole.

Pour autant à partir de mai 2011, les manifestations à Alep, notamment d'étudiants, sont durement réprimées par les services de sécurités et les partisans du régime. En juin, afin de dissuader les manifestations, les Shabiha effectuent plusieurs raids préventifs, raflant les étudiants directement dans les campus, comme le 22 juin, jour où les premiers check-points sont installés pour contrôler les accès entre Alep et la Turquie.

En réaction avec ce déploiement, le 30 juin a lieu une nouvelle manifestation à Alep, en même temps qu'une manifestation de soutien au régime, qui dégénère en combats de rue, entre les partisans loyalistes et les étudiants protestataires.

Malgré la répression, la contestation commence à prendre de l'ampleur à Alep puisque le 1^{er} juillet, une nouvelle manifestation dépasse pour la première fois les 10 000 protestataires. Chiffre qui va doubler le 15 juillet lors d'une marche pour la libération des otages (manifestants arrêtés et détenus arbitrairement par le régime). Le 22 juillet, l'armée ouvre le feu à Alep sur la manifestation, faisant plusieurs morts.



A partir de l'été 2011, le pays bascule dans la guerre civile, avec l'apparition de mouvements de guérillas formés de déserteurs de l'armée syrienne, ou d'islamistes opportunément libérés des geôles du régime par Assad au prétexte d'une amnistie politique qui, en réalité, a réussi à « islamiser » la contestation pour la déconsidérer auprès des minorités comme à l'étranger.

Le régime s'est concentré d'abord sur la répression violente dans ses zones centrales (pays alaouite et Damas), et dans les villes permettant de lier la capitale à la côte. Il a ainsi engagé ses unités d'abord pour contrôler le pays et sa capitale, mais aussi contre celles qui lui semblent les plus actives et donc dangereuses, dans la contestation.

Alep a ainsi été relativement épargnée par les premières opérations militaires de répression ultra-violente menées par l'armée syrienne et les milices Shabiha du régime.

Plusieurs commentateurs ont relevé que par rapport à d'autres régions (Deraa, Homs, Hama), Alep comme Damas avaient basculé

dans la violence tardivement, accréditant la thèse selon laquelle la révolution syrienne était en fait une opposition campagne / ville.

Cette thèse s'appuie aussi sur l'organisation par le régime de nombreuses contre-manifestations à Alep, parfois de grande ampleur, construisant de la ville une image de loyauté qui va se révéler fausse. Enfin, les rebelles qui attaqueront en 2012, le feront à partir des campagnes alentours.

Mais cette thèse, construite a posteriori, ne résiste pas à la sociologie des composantes de l'opposition, même à Alep. En effet, si de prime abord les opérations de l'année suivante semblent confirmer l'opposition mise en avant par la propagande du régime (bourgeoisie urbaine ouverte et multiculturelle versus paysannerie sunnite ignorante et rétrograde), la réalité impose de constater qu'à Alep, la contestation sera l'oeuvre des jeunes (étudiants) et que dès l'arrivée des rebelles, des Conseils locaux (dont certains survivent encore en 2016) sont spontanément constitués, signant l'adhésion des populations aleppines à l'opposition.

Il n'en demeure pas moins, qu'Alep est un lieu où les manifestations de 2011 sont (relativement) moins nombreuses, tandis que le régime parvient à y rassembler de grandes foules de sympathisants (parfois ramenés des zones alaouites voisins).

La structure communautaire de la ville explique aussi cette particularité. En effet, les forces de sécurité ont rapidement acquis l'aide des Kurdes du PKK, qui s'engagent à ne pas s'impliquer dans les manifestations à Alep en contrepartie d'une tolérance du régime plus à l'est (Qamishli où se crée le Kurdish National Council)[vi].

D'une manière plus générale, la présence d'une mosaïque de communautés, contrebalance une contestation du régime rapidement dominée par les sunnites.

Enfin, il faut ajouter que les unités militaires présentes à Alep (18^{ème} division blindée et surtout 85^{ème} brigade mécanisée de la 10^{ème} division blindée), ont été employées ailleurs (en répression à ar-Rastan) ou ont été progressivement vidées de leurs effectifs par les défections des éléments sunnites. La répression enclenchant l'engrenage de violences qui mène jusqu'à la guerre civile, est donc plus tardif à Alep que dans d'autres villes.

Alep en 2012 : l'embrassement soudain

La situation de tensions se poursuit au printemps 2012, les manifestations et contre-manifestations continuent dans la ville, alors que la guerre civile s'étend dans le reste du pays. Autour de la métropole se forment progressivement des groupes armés constitués de déserteurs de l'armée syrienne, mais aussi de djihadistes étrangers arrivant par la Turquie.

C'est en juillet 2012 que la bataille d'Alep commence, lorsqu'après avoir pris le contrôle des principaux passages à la frontière turque (bal al-Hawa, bab al-Salameh et Jarablus), les groupes rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) lancent une offensive vers le centre de la métropole. Les groupes de l'ASL sont étroitement mêlés aux groupes islamistes et djihadistes. La motivation et la discipline de ces groupes extrémistes tranchent avec ceux de l'ASL, surtout que certains de ces groupes formés de combattants étrangers, y compris déjà des Européens, sont bien plus mobiles que les milices ASL locales, souvent attachées à la défense du village où elles sont recrutées.

C'est ainsi que l'activité militaire de Jabhat al-Nusra (groupe djihadiste de la rébellion affilié à Al Qaida – JAN) devient importante à Alep, qui constitue l'une des premières et plus importantes zones de combat de cette organisation[vii].

Les groupes islamistes forment ainsi en août 2012 une première

coalition appelée Liwa al-Tahwid, autour du JAN et d'Ahrar al-Sham (AAS), qui est reconnue par le Conseil Révolutionnaire d'Alep[viii], instance civile et modérée qui prend spontanément en main la gestion des zones libérées dans la ville.



(en vert les offensives rebelles de 2012)

Une fois les forces du régime sur place engagées vers le Nord et la frontière turque (la 78^{ème} brigade blindée est engagée à Azzaz), l'offensive rebelle contre la ville est lancée avec environ 6 à 7 000 hommes[ix] le 19 juillet 2012 et se heurte à une résistance du régime, qui a eu le temps de se préparer et profite des nombreuses installations militaires dans et autour de la métropole[x].

Les unités encore présentes à Alep, affaiblies par les défections, sont déployées en demi-cercle couvrant le nord de la ville. Il s'agit alors principalement de la 56^{ème} brigade auxquels sont amalgamés les restes des 18^{ème} et 56^{ème} brigades mécanisées. Face à l'assaut rebelle, cette unité reflue sur la ville en abandonnant d'importants stocks d'armes et de munitions.

L'offensive initiale rebelle rencontre donc le succès puisque les rebelles avancent rapidement depuis le nord et l'est vers le cœur et le sud de la ville, encerclant de nombreuses positions, avec le soutien des populations dans de nombreux quartiers.

Le régime réplique en faisant affluer des renforts jusqu'à 20 000 hommes, tirés de nombreuses unités dans d'autres régions[xi], dont le 416^{ème} régiment de sécurité, constitués de soldats alaouites de Tartous entraînés par des instructeurs iraniens.

Les bombardements aveugles des quartiers perdus commencent avec l'engagement des différentes formations d'instruction d'artillerie présentes à Alep (dont le 80^{ème} régiment d'artillerie). Le régime cherche ainsi ralentir l'avance en attendant l'arrivée des renforts.

✘ A Alep comme ailleurs, le régime décide aussi d'armer des milices confessionnelles (chrétiennes et arméniennes). Enfin, il laisse les coudées franches dans les zones kurdes au YPG, ce qui lui permet de libérer des effectifs dont il a besoin pour essayer d'endiguer l'offensive rebelle. Enfin, il forme aussi des unités d'infanterie à partir de la dissolution d'unités de défenses anti-aériennes. Ces expédients permettent de tenir de nombreuses positions isolées dans toute la métropole et aux alentours.

Le 28 juillet, le régime lance une contre-attaque contre le quartier stratégique de Salaheddine, un des premiers secteurs pris par les rebelles, qui est repoussée après plusieurs jours de combats.

La situation devient confuse alors que l'aviation syrienne commence ses bombardements, et que les Kurdes du YPG attaquent brièvement l'armée syrienne.

En août les combats se poursuivent, avec un essoufflement de l'offensive rebelle, après la conquête de larges secteurs de la ville. Le régime parvient à reprendre Salaheddine, avec l'engagement de la 104^{ème} brigade mécanisée (de la Garde Républicaine). Il libère sa route de ravitaillement vers le sud, tandis que les rebelles attaquent la vieille citadelle au cœur d'Alep, occasionnant des dommages à ce patrimoine historique exceptionnel.

A la fin août, l'armée reprend des quartiers chrétiens du centre historique, tandis que 48 financiers et banquiers du régime déclarent soutenir la rébellion, preuve que la

bourgeoisie aleppine est aussi concernée par la contestation du régime d'Assad.

Les combats se poursuivent avec intensité dans différents quartiers avant que le 27 septembre 2012, les rebelles lancent une offensive qualifiée de finale contre Alep, avec en tête les groupes djihadistes du Liwa al-Thawid. Cette offensive est un échec au bout de 3 jours, dégénérant en combats de rues, et se heurtant aussi à l'opposition armée du YPG.

Le 9 octobre, alors que les combats continuent, les rebelles coupent la route M5 qui relie Alep à Damas, et dans la foulée lancent une attaque sanglante contre la grande mosquée d'Alep, dans laquelle se sont réfugiés des éléments militaires du régime.

Depuis le mois de septembre, outre les combats de rue, les rebelles multiplient les attaques suicides à la voiture piégée contre les installations du régime, y compris au milieu des quartiers encore tenus par l'armée syrienne.

Une nouvelle offensive rebelle échoue en octobre 2012, tandis qu'à la fin du mois les combats recommencent entre les rebelles et les Kurdes.

Au mois de novembre, les rebelles conservent l'initiative et se concentrent désormais contre les bases militaires du régime, surtout à l'ouest de la ville. Ces attaques ont d'abord peu de succès, mais débouchent sur la capture de la base 46, à Urum al-Sughra, qui était assiégée depuis 2 mois. Là encore, les djihadistes forment le gros des forces d'assaut de l'ASL contre ces positions.

En décembre, le Liwa al-Tawhid capture l'école militaire d'Alep (au nord), tandis que les rebelles isolent l'aéroport international d'Alep (à l'est), menacé d'attaque aux missiles antiaériens par le JAN (il ferme aux vols commerciaux le 22/12/2012).

A la fin de l'année 2012, les combats qui ont commencé tardivement sont très intenses. Les rebelles ont clairement l'initiative mais ne disposent pas d'une supériorité suffisante pour emporter la décision et conquérir toute la ville. L'implication dans les combats des groupes djihadistes est très importante, à commencer par le JAN qui déploie à Alep 2 000 combattants, soit 23 % de ses effectifs totaux en Syrie à la fin 2012. Seul le groupe JAN engagé à Idlib est plus important.

Le combat urbain avantage généralement la défense. La tactique des rebelles comme du régime implique l'action des snipers, installés sur les hauteurs et les toits, pour cibler les fantassins et isoler les blindés qui sont ensuite attaqués aux RPG-7 (et aux premiers missiles antichars ATGM).

Après une percée initiale liée à la supériorité numérique, les rebelles luttent en infériorité face aux forces du régime, qui reçoivent des renforts réguliers, mais les isolements successifs et nombreux des deux camps entravent la prise d'avantages définitifs, du fait des difficultés à se ravitailler en armes et en munitions.

Ces difficultés aggravent l'épuisement inhérent au combat urbain, qui sollicite énormément les combattants, surtout ceux dépourvus d'armes lourdes et d'entraînement.

[i] A proximité d'Alep se trouvent des villes à majorité chiite de Nubl et Zahraa

[ii] voir par exemple :
http://www.kurdwatch.org/pdf/kurdwatch_gamischli_en.pdf page 8

[iii] voir ici :
<https://www.hrw.org/report/2009/11/26/group-denial/repression-kurdish-political-and-cultural-rights-syria>

[iv] voir Nadia von Maltzahn, The Syria-Iran Axis – Cultural Diplomacy and International Relations in the Middle East,

tableau « Persian facilities in Syria, with year of establishment »

[v] F. Balanche, « Chapitre 1 – Alep et ses territoires : une métropole syrienne dans la mondialisation » in Alep et ses territoires, coll. Sous la direction de J.-C. David et T. Boissières, IFPO, <http://books.openedition.org/ifpo/6648>

[vi]

<https://lb.boell.org/en/2014/03/03/kurds-and-syrian-revolution-statehood-participation>

[viii]

https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/in-syria-group-suspected-of-al-qaeda-links-gaining-prominence-in-war-to-topple-assad/2012/08/19/c7cffd66-ea22-11e1-9ddc-340d5efb1e9c_story.html?utm_term=.621ea8eea82b

[ix] au moins 18 groupes rebelles déclarent participer à cette offensive

[x]

<https://www.theguardian.com/world/2012/jul/22/syrian-rebels-fight-aleppo>

[xi] on note des éléments des 3^{ème}, 4^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 17^{ème} et 18^{ème} divisions affluant de Hama, Homs et les régions côtières alaouites ;